



# Y a-t-il un besoin des sciences sociales ?

**Pierre Bourdieu**

DANS **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES** 2022/3 (N° 243-244), PAGES 62 À 73  
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0335-5322

ISBN 9782021487732

DOI 10.3917/arss.243.0062

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2022-3-page-62.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



## Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



# Y a-t-il un besoin des sciences sociales ?

*En 1987-1988, Pierre Bourdieu consacrait son cours du Collège de France à l'État, mais l'une de ses leçons portait largement sur l'histoire des sciences sociales. Il expliquait : « on ne peut pas aborder en sociologue, en historien ou en économiste le problème de l'État sans subir l'effet de boomerang », « on ne peut pas mettre en question (ce qui est la démarche ordinaire du sociologue) la représentation officielle que l'institution étatique donne d'elle-même sans être amené, par réverbération, à mettre en question la représentation officielle que la discipline sociologique donne d'elle-même, en partie sur la base d'un mandat ou d'une délégation d'État, sur la base du fait qu'il y a des chaires, que des professeurs certifiés certifient dans ces chaires, que la sociologie a la licentia docendi. »*

*Les développements publiés ci-dessous sont extraits de la leçon du 21 avril 1988. Le texte intégral est publié dans L'Intérêt au désintéressement. Cours du Collège de France 1987-1988 et 1988-1989, Paris, Raisons d'agir/Le Seuil, 2022, p. 179-204. Les titres, intertitres, notes et précisions entre crochets sont des ajouts des éditeurs de ce volume ou de la revue.*

## Une critique sociologique des sciences sociales

Je vais maintenant poser la question du statut des sciences sociales et essayer de donner le programme (le travail à faire est énorme) d'une critique sociologique des sciences sociales. Le mot « critique » s'entend au sens kantien : quelles sont les conditions sociales de possibilité de la science sociale telle qu'elle existe aujourd'hui dans les différents pays où l'on parle de

sociologie ? Je pose la question classique du kantisme en la spécifiant sociologiquement : quelles sont les conditions sociales de possibilité et, du même coup, les limites inhérentes à ces conditions sociales de possibilité ? Il s'agit de se demander comment ces sciences peuvent exister, comment il est possible qu'elles soient légitimées à exister.

La question de savoir s'il y a un besoin des sciences sociales est posée périodiquement et les sociologues la rejettent immédiatement comme naïve : « Nous existons en tant que science, nous sommes justifiés par une fin pure de connaissance. » L'idée centrale que je vais développer, c'est qu'au fond cette fin pure de connaissance n'est qu'un appendice, un développement marginal obtenu par une sorte de détournement. Pour le dire de manière très péremptoire, la demande sociale n'est pas une demande de scientificité pure, mais une demande de *service* et c'est à la faveur [de certaines conjonctures et] selon certaines logiques que je vais essayer d'évoquer très vite, qu'une fraction des gens socialement mandatés pour étudier le monde social peut détourner le mandat social qui leur est accordé à des fins pures et purement internes, ou en tout cas à des fins qui se croient pures et purement internes. C'est par une sorte de ruse et de détournement de l'énergie sociale que peut se développer cette logique pure. Cela vaut pour toutes les sciences mais particulièrement pour les sciences sociales et je serais tout à fait prêt à soutenir la thèse selon laquelle, au fond, personne ne veut d'une science sociale véritable. Il n'y a pas de demande sociale pour une science sociale véritable parce que la science sociale dévoile des choses qu'on ne veut pas savoir. Je ne développe pas...

## Premier faux problème : la sociologie libératrice ou manipulatrice ?

Le problème que je viens de poser de la genèse sociale des sciences sociales ou des fondements sociaux de l'existence des sciences sociales me semble en général posé de façon assez superficielle. J'aimerais énumérer deux ou trois questions autour desquelles semblent tourner les débats.

J'évoquerais le premier problème au travers d'un article de Daniel Lerner<sup>1</sup> qui est un texte exemplaire. D'abord, il date d'une époque où les sciences sociales étaient triomphantes (alors que nous sommes actuellement – j'y reviendrai tout à l'heure – dans une période de régression où elles sont mises en question, leurs crédits sont coupés). La science sociale était littéralement portée par une demande et une sorte de néokeynésianisme ambiant. Ensuite, le texte paraît aux États-Unis, Lerner étant une assez bonne incarnation de l'establishment de l'époque. Dans cette perspective, les sciences sociales sont essentiellement un instrument de transformation éclairée, de gouvernement rationnel, qui doit fournir la base d'une organisation rationnelle des affaires sociales. Lerner a à ce sujet des formules extraordinaires : le progrès des sciences sociales, [...] c'est la marche de la raison dans l'histoire, c'est le sel de la terre, c'est tout à fait ce que disait Durkheim, c'est « *self-observation under democratic government* » c'est-à-dire l'auto-observation sous un gouvernement démocratique (on n'invente pas une telle formule...). C'est l'idée de conscience de soi : les sociologues reçoivent d'un gouvernement démocratique un mandat pour étudier scientifiquement le monde social et contribuer à éclairer le gouvernement démocratique pour plus de démocratie. Le sociologue n'est pas du tout le sociologue critique en rupture. Il a un attaché-case, un *computer*, il va tous les jours à son bureau, il est bien coiffé et bien habillé, il est bien intégré, il participe aux congrès nationaux et internationaux, fait des communications, etc. Il se caractérise par un certain style d'être. Il sait faire des protocoles, il distingue tout de suite un bon article d'un mauvais parce qu'il y a un consensus scientifique (« Non, [cet article], ça ne va pas, c'est critique, où sont les *data* ? »), il y a une collectivité sûre d'elle-même, qui tranche.

Pour donner un exemple, Lerner a écrit un livre, *Le Passage de la société traditionnelle*<sup>2</sup>, qui était très lié à ce pont aux ânes de la sociologie américaine qu'est l'idée de modernisation : il y a un progrès du traditionnel vers le moderne, une voie à sens unique,

et on sait assister les sociétés dans ce processus. Je dis deux mots de ce livre extraordinaire qui a dû paraître à la même époque et donne une idée du contexte. Il repose sur un questionnaire qui avait été passé dans cinq pays du Moyen-Orient (en Égypte, etc.) et qui comptait environ quatre-vingt questions, sur lesquelles, je crois, soixante-cinq se rapportaient aux médias, à la télévision, à la radio [*quelques rires dans la salle*], etc. Au milieu de nombreuses questions du genre « quand vous voyez un film, vous identifiez-vous [aux personnages] ? », il y avait, vraiment par hasard, une question sur le niveau d'éducation et une autre sur le niveau de revenus (j'exagère à peine). À partir de là, les civilisations concernées étaient classées sur une échelle de progrès vers la modernité, l'un des critères étant leur capacité de se projeter dans des choses autres. Au sujet de cette vision enchantée, je me rappelle que j'avais cité dans la critique de ce texte<sup>3</sup> une phrase terrible de Nietzsche sur le bonheur anglais : finalement le bonheur anglais, c'est une place au Parlement [*quelques rires dans la salle*] ! Lerner construisait un baromètre du degré de développement depuis la barbarie vers la civilisation au nom de l'idée que notre société développée, démocratique a les moyens de connaissance les plus développés, des questionnaires, des *computers*, et peut éduquer n'importe quoi. Cette vision ne se percevait même pas comme raciste ou ethnocentrique, mais comme humaniste. Je caricature mais ce courant rampe toujours dans le monde social. Au fond, ces gens sont les fils de Durkheim. Ils réconcilient tout : la scientificité académique, la consécration interne par une université reconnue par l'État et la consécration politique. Ils font très souvent de grandes carrières académiques et perçoivent de forts profits économiques. Ceux qu'on appelait les *jet sociologists* relèvent souvent de cette catégorie (vous avez toute une liste de sociologues américains et français [*rires dans la salle*] ...).

La position opposée consiste à voir dans la sociologie un instrument de manipulation au service des dominants. [...] La sociologie est-elle un instrument de libération ou de manipulation ? En 1968 il y a eu des débats sur la répression et le sociologue-flic. Selon leur position dans le champ sociologique, les sociologues ont évidemment des intérêts très inégaux à se ranger à l'une ou l'autre des branches de l'alternative. On pourrait dire que moins ils sont professionnels, plus ils ont intérêt à dire que la sociologie est un instrument de répression. Je le dis simplement pour faire réfléchir les sociologues qui m'entendent, pour les

1. Il s'agit sans doute de l'article suivant : Daniel Lerner, « Social Sciences : Whence and Whither », in Daniel Lerner (dir.), *The Human Meaning of the Social Sciences*, Cleveland et New York, Meridian Books, 1959, p. 13-39. 2. Daniel Lerner et Lucille W. Pevsner, *The Passing of Traditional Society : Modernizing the Middle East*, Glencoe, Free Press, 1958. 3. Pierre Bourdieu, « Structures sociales et structures de perception du monde social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2, 1975, p. 18-20.

inciter à se demander : « Où suis-je dans l'espace de la profession, où est l'espace de la profession dans l'État, où est l'État ? En quoi ma position explique-t-elle ma propension à être plutôt d'un côté ou de l'autre ? » À mon avis, l'alternative « instrument de libération/de manipulation » est une question très fautive mais elle est socialement très forte. On est typiquement face à un problème social qui se convertit en problème sociologique et c'est dramatique quand une science prend, pour s'interroger, les questions brutes qu'on lui pose. J'ai dit en commençant que la sociologie ne devait pas être sourde à la question de son existence, mais il lui appartient de faire en sorte qu'elle soit sujet de ses propres interrogations, ce qui suppose d'abord qu'elle les entende et ensuite qu'elle les filtre, qu'elle les examine et qu'elle fasse à fond ce que je viens de vous dire. On ne peut pas répondre à la question sans l'avoir complètement posée, on ne peut pas l'accepter sous la forme où elle est livrée par un journaliste (si un hebdomadaire parisien demande demain : « la sociologie, manipulatrice ou libératrice ? », tous les sociologues répondront – il y aura quelques exceptions, je vous rassure, je vous le garantis [*rires dans la salle*], mais beaucoup répondront). Il ne s'agit pas d'évacuer la question, mais il faut des systèmes de défense contre ces questions.

## Deuxième faux problème : continuité ou rupture ?

Deuxième problème, un peu plus sophistiqué (chaque fois sur ces problèmes il y aurait des bibliographies immenses) : y a-t-il continuité ou rupture ? On se demande, pour aller vite, si la science sociale est apparue dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en liaison avec les luttes sociales et les grandes luttes politiques du XIX<sup>e</sup> ou si elle a toujours existé, auquel cas on pourrait la faire remonter jusqu'à Platon, Machiavel, Condorcet, etc. Ce n'est pas seulement une question académique. C'en est une, car elle permet de faire des thèses et beaucoup de problèmes sociologiques n'existent que parce qu'il y a des thèses et que la thèse comme institution existe. Des tas de problèmes sociologiques n'existent que parce que des revues sociologiques acceptent de les publier. Comme je le disais tout à l'heure, le sociologue est protégé contre des mises en question radicales par le fait qu'il n'est pas exposé à ce qu'on lui coupe son salaire (ou alors son salaire symbolique). Il y a des lieux de publication où on n'a pas à se demander, s'il vaut la peine de faire le 405<sup>e</sup> article sur l'État chez Durkheim : s'il y a une demande sociale, je suis justifié [de faire ce que

je fais]. Si ce genre de demande sociale disparaissait, beaucoup de sociologues devraient se poser beaucoup de questions...

Au sujet du problème « continuité ou rupture ? », il y a un livre intéressant (je sais que des gens dans la salle s'intéressent à ce genre de problèmes) de Hans Maier<sup>4</sup>. Il porte sur la genèse de la *Politische Wissenschaft* (la science du politique) dans les principautés allemandes du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle. Maier analyse ces conseillers de petits princes allemands (un cas célèbre est Leibniz) qu'on évoque toujours sans bien savoir ce qu'ils ont dit et qui produisaient à l'intention des autorités gouvernementales des sortes de conseils politiques. Dans cette catégorie, il y a ce qu'on pourrait appeler des « personnages d'institution » ambigus qui seraient intéressants à étudier (en fait, certains ici [parmi les auditeurs du cours] les étudient) : Vauban, par exemple, était un théoricien de l'État, mais en même temps statisticien – en tout cas, il définissait un programme. D'Aguesseau ou, plus tard, Condorcet sont également intéressants. Je parlais de « la préhistoire de la science sociale » pour désigner ces gens à cheval entre la tradition de la philosophie politique ou de la philosophie sociale incarnée par la grande tradition de Platon ou Aristote et la science sociale moderne. Ils sont à mi-chemin entre une philosophie politique normative de conseiller du prince et une science théorique et empirique des mécanismes sociaux et étatiques. Souvent d'ailleurs, dans ces théories de transition, on s'intéresse beaucoup plus aux problèmes de gestion sociale qu'aux gestionnaires. On y trouve peu de science réflexive des instances gouvernementales.

Sur ce problème, il y a encore une opposition tranchée. La thèse dominante, la plus fréquente, qui traîne partout consiste à dire que la science sociale est liée à la vie moderne, à la modernité, à la transformation de la société, qu'elle fait partie intégrante des processus de transformation sociale et de la construction d'un État se donnant des fonctions de *welfare*, remplissant des fonctions de gestion des problèmes sociaux (les trois alternatives que je pose ne sont pas complètement indépendantes – quand on répond « oui » à la première, on a plus de chances de répondre « oui » à la deuxième. Si je les autonomise, c'est que la plupart des auteurs les embrouillent). Il y aurait donc rupture : à la situation nouvelle du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'apparition d'une société moderne caractérisée par le changement social et des luttes sociales, correspond une science moderne. Les sciences sociales, qui font partie intégrante du processus de transformation, sont, d'une certaine façon, un service public et sont une partie de l'appareil d'État.

4. Hans Maier, *Politische Wissenschaft in Deutschland. Aufsätze zur Lehrtradition und Bildungspraxis*, Munich, R. Piper and Co., 1969.



La thèse opposée est réactionnelle et un peu conservatrice (Il est souvent amusant comme exercice de voir comment les prises de position politiques dans le champ social, dans son ensemble, se reformulent dans un espace plus restreint, sous la forme d'un problème académique comme continuité/rupture. Il y a une droite et une gauche dans les deux cas, mais ce n'est pas exactement la même chose : quand on est de gauche dans l'espace global, on a des chances de prendre une position de gauche dans l'espace restreint, mais il y a une transformation. Je ne sais pas si je me fais comprendre, je ne peux pas expliquer cela brièvement, mais j'espère que ceux qui ont en tête l'idée de champ comprennent un peu ce que je veux dire. Je ferme la parenthèse.) La position réactionnelle, selon laquelle les sciences sociales ne sont pas si nouvelles, est plutôt une position de philosophe, ou d'historien de la philosophie, et ce n'est pas par hasard si j'ai cité un Allemand [Hans Maier], tout à fait à l'opposé de Lerner. Cette tradition dit : « Nous sommes cultivés, on ne nous la fait pas, les choses ne sont pas nées à Chicago dans les années 1930, tout cela existe depuis les principautés allemandes du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. » [...] il existe un intérêt spécifique d'historien à trouver toujours un précédent. Je cite toujours l'exemple de la thèse qui consiste à dire que Montaigne a inventé les mémoires et à laquelle on peut opposer que, chez les Grecs, il y avait Untel ou Untel. Chez les historiens, on peut se lancer dans une *regressio ad infinitum* vers le passé – chez les autres, c'est l'avant-garde, c'est vers le futur. Cet intérêt spécifique n'a l'air de rien mais il est vital : on peut être prêt à mourir pour prouver que Grotius a précédé...). Selon la thèse réactionnelle, il existe donc, depuis la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> - début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, une science politique orientée vers les intérêts du prince. La tradition marxiste regarde cela de haut et parle d'âneries qu'on conseillait aux petits princes allemands. Elle y voit un signe typique de l'arriération de l'Allemagne, où l'on se posait encore des petits problèmes de cour, de machiavélisme, de sous-préfectures provinciales allemandes, alors qu'à l'Ouest on se posait déjà les problèmes sociaux. C'est la réduction marxiste traditionnelle, mais ce n'est pas faux.

En fait, c'est l'opposition qui est artificielle. Si j'en ai le temps, je le montrerai plus en détail tout à l'heure : les partisans de la continuité exhument comme science politique une philosophie politique centrée sur le prince et le gouvernement ([Shilz<sup>5</sup> ?] a développé ce thème dans un livre). Je vais très vite : on passe d'une philosophie sociale aux sciences sociales, mais, malgré tout, il y a la continuité dans la mesure où, dans tous les cas, il s'agit de problèmes qui se posent

à une bureaucratie d'État et que les théories proposées sont des réponses qui doivent leur particularité à la nature de l'État considéré et à la position des gens considérés par rapport à cet État.

Il s'agit donc toujours des mêmes choses mais les conditions ont changé. Dès lors, le diagnostic de la continuité ou de la rupture dépend de la définition adoptée. Si on adopte une définition stricte conforme à un état de l'État et du rapport entre les producteurs du discours sur l'État et l'État, on dira qu'il y a une coupure et que les sciences sociales empiriques, fondées sur la statistique, apparaissent avec le travail social au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Si, par contre, l'on prend une vision plus large, [on dira qu'il y a continuité]. (Les problèmes de continuité et de rupture sont périodiquement remis à la mode parce qu'ils permettent de faire des effets de rupture, de distinction, mais je pense que dans beaucoup de cas ils peuvent être résolus aussi bêtement que je viens de le faire à l'instant.)

Troisième problème : la science sociale est-elle pure ou appliquée ? Et doit-elle être pure ou appliquée ? Les problèmes sont constamment surdéterminés : des problèmes positifs prennent des airs normatifs et inversement (cela vaut également pour les questions de savoir si la science sociale est « service ou manipulation ? », « contemplative ou active ? »). Sur chacun de ces trois problèmes, je pourrais étaler une bibliographie mais je passe.

## Pour une histoire sociale des sciences sociales

Ces problèmes-là sont socialement dominants mais ils cachent une problématique que je vais essayer de formuler aussi rapidement que possible et qui permet de faire une véritable histoire sociale de la genèse de la science sociale. La première question consiste à interroger le rapport entre les sciences sociales et l'État. Il s'agit de poser la question de l'autonomie plus ou moins grande de l'État à l'égard des forces dominantes, des pouvoirs économiques par exemple. Il n'y a pas de réponse omnibus : un principe de variation fondamental est le degré d'autonomie de l'État. Vous pourrez le vérifier quand je proposerai, à partir de cette problématique, une sorte d'histoire sociale en survol des sciences sociales. Un deuxième point qui n'est pas sans lien avec ce que je viens de dire, se rapporte à la philosophie globale de l'État, à la représentation de « l'État », de sa fonction, de sa mission, de son action. On pourrait opposer grossièrement interventionnisme et libéralisme. Plus l'État est tourné vers le libéralisme, plus il manifeste de défiance à l'égard de l'interventionnisme

5. Le nom est inaudible. Il est possible qu'il s'agisse d'Edward Shils.

et, du même coup, de la sociologie qui est chargée de l'éclairer. L'interventionnisme, le *welfare state*, le keynésianisme se caractérisent au contraire par une très forte demande d'assistance de l'État.

Un deuxième ensemble de questions à poser se rapporte à la tradition du système d'enseignement. Quel est le degré d'autonomie du système d'enseignement à l'égard des forces extérieures, des pressions externes ? Cette question que l'on posait déjà à l'État, il faut la reposer au système d'enseignement qui va être l'une des bases possibles pour la science. S'agissant de l'autonomie du système d'enseignement, il y a deux pôles encore une fois : l'enseignement est-il autonome, capable de définir ses propres fins, ou est-il dans une position de service pur et simple à l'égard d'une demande sociale des dominants ? L'autonomie du système d'enseignement peut se définir sous deux rapports : à l'égard des demandes dominantes ou à l'égard de l'État. Ce n'est pas exactement la même chose si l'on accepte l'idée que l'État a une autonomie relative.

Nous allons rencontrer ce que j'appellerais l'antonomie des sciences sociales. J'anticipe un peu sur ce que je vais dire tout à l'heure et je risque de mal m'exprimer (comme c'est un point difficile, je l'avais écrit, mais je me suis perdu dans mes notes...). Le salut, pour une science sociale qui cherche l'autonomie à l'égard des forces dominantes, c'est, dans une certaine mesure, l'État. Par exemple (j'y ai fait plusieurs fois allusion), le fait d'être salarié permanent, protégé par les lois de la fonction publique, donne au sociologue une liberté considérable, y compris contre l'État et *a fortiori* contre les forces externes. L'État est donc l'une des sources profondes de l'autonomie scientifique, le garant et le fondement de cette autonomie. Cette autonomie à l'égard des forces externes a cependant pour rançon une dépendance à l'égard des contraintes de type étatiques. Celles-ci ne sont pas forcément des contraintes économiques. Elles peuvent être liées, par exemple, au fait que, comme je le suggérais tout à l'heure, il y a des revues d'État, des revues officielles qui ont le label national (« Revue française... », « *American Journal*... » ...), qui ne sont pas marginales, qui ne sont pas *underground*. C'est l'antinomie du sociologue d'État : la rançon de son autonomie à l'égard des forces externes est une dépendance à l'égard de l'État. Je vais y revenir.

Jusqu'à présent, j'ai parlé de d'État », de « système d'enseignement », mais, dans mon langage, il faudrait dire « champ bureaucratique » et « champ universitaire » pour rappeler que « l'État » ou « le système d'enseignement » ne sont pas des univers univoques, orientés vers une fin et une fonction uniques, mais des lieux de conflit, de concurrence, de lutte (c'est le problème que j'évoquais [au début de la leçon] à propos

de Marx). Il faudrait par exemple étudier concrètement les relations entre les sociologues et l'État, au travers de choses très simples : qui a reçu des subventions depuis trente ans, et de quels organismes ? Comment fonctionnent les labos ? Quels sont les labos qui ont des crédits et quels sont ceux qui n'en ont pas ? Quels sont ceux qui travaillent avec une plume, un stylo et un crayon papier et ceux qui ont des instruments ou des *computers* ? Pour étudier cela, il ne suffirait pas de dire « les sociologues de l'État », il faudrait se donner les moyens d'étudier concrètement les rapports entre deux champs qui sont eux-mêmes des champs de lutte avec des concurrences. Dans le champ de la haute fonction publique, il y a des dominants et des dominés, des conservateurs et des progressistes, des libéraux et des interventionnistes. Le champ de la sociologie est également différencié, ce qui donne lieu à toutes sortes d'alliances. (L'analyse sociologique n'est pas de la mécanique. Les gens qui pensent à l'État ont souvent en tête la métaphore althussérienne de l'État comme appareil : ils voient l'État comme une espèce de machine dont on s'empare et qu'on commande comme un bateau ; on appuie et *clac* ! Ça fait telle ou telle chose. En fait, rien dans le monde social – et certainement pas l'État ou l'université – n'est « appareil » [...], tout est « champ » et ce n'est que dans des situations très anormales comme les régimes totalitaires que les champs sont réduits à l'état d'appareils. Je le dis très simplement : un appareil est très facile à contrôler – si vous avez le bon bouton au bon endroit, que l'appareil est bien fichu, bien huilé ; cela suppose toutefois, et ce n'est pas rien, qu'il n'y ait pas de grain de sable – alors qu'un champ est pratiquement incontrôlable. Dans les univers modernes qui sont différenciés, compliqués, il y a toujours quelqu'un qui a intérêt à faire autre chose que ce qu'il faudrait faire. Tout ceci est important par rapport à ce que je veux dire.) Si vous aviez à étudier concrètement les rapports entre la sociologie et l'État, il faut donc penser un champ bureaucratique (avec des inspecteurs des finances, des inspecteurs des ponts – qui vont être en crise avec ceux des mines, etc.) et, de l'autre côté, un champ de la sociologie (avec des dominants, des dominés, etc.). On résumera la relation entre les deux champs, dont la résultante est extrêmement complexe, en parlant des « sociologues et l'État », mais cette sténographie est simplificatrice.

Je retrouve au fond l'antinomie que j'ai dite tout à l'heure : tout se passe comme si les sciences sociales ne pouvaient gagner en autonomie envers les forces sociales externes qu'en s'appuyant sur l'État, c'est-à-dire en perdant de l'autonomie vis-à-vis de l'État. Cela n'a rien à voir avec l'opposition droite/gauche et, pour « perplexifier », je dirais qu'un État de gauche favorable aux sciences sociales est d'une certaine



LE RÔLE DE LA COMMUNE dans la genèse de la sociologie en France. « La "Nouvelle Sorbonne" dans laquelle les sociologues ont joué un rôle déterminant [...] n'est pas pensable sans un souci de restauration d'un ordre politique républicain, après la Commune (voir les problèmes que se pose Durkheim à propos de l'anomie). Elle est donc faite contre la Commune mais aussi avec la Commune. » (P. Bourdieu).



L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, l'un des lieux où s'exprime au XIX<sup>e</sup> siècle en France, la demande, par certaines fractions des classes dominantes, d'une analyse de la question sociale.



façon plus dangereux pour l'autonomie des sciences sociales... c'est uniquement pour vous faire réfléchir [*rires de la salle*]. L'exercice de réflexion est dangereux mais, dans une certaine mesure, un État de gauche qui demande tout, qui attend tout des sciences sociales, qui est en demande d'expertise et est apparemment prêt à écouter, est beaucoup plus dangereux pour l'autonomie des sciences sociales qu'un État qui laisse les sciences sociales en état d'infamie et de famine.

Je récapitule : j'ai d'abord évoqué les questions qu'on se pose d'ordinaire au sujet des sciences sociales (« servent-elles à quelque chose ou sont-elles manipulatrices ? », etc.). Ensuite, j'ai dit comment le problème devrait être posé. Maintenant, ayant en tête ce problème, je voudrais essayer d'esquisser une histoire comparée des rapports entre le champ des sciences sociales et le champ bureaucratique depuis l'origine. Vous voyez que c'est très ambitieux, et j'ai une demi-heure... (Je pourrai heureusement masquer les lacunes de mon analyse qui sont inévitables...)

## La « préhistoire des sciences sociales »

J'ai évoqué tout à l'heure la préhistoire de ces rapports, au travers du savant-conseiller du prince. Cette préhistoire est le fait de bureaucrates. D'Aguesseau [...] est typique de cette catégorie dont la vision du monde social et l'usage de l'analyse du monde social ont pour fin de justifier et d'orienter la politique du prince. C'est une vision de prince et, au fond, dans cette préhistoire (je pense que cela vaut jusqu'à Condorcet... dans une certaine mesure, cela vaut jusqu'à Lénine, mais c'est encore une chose que je dis pour vous énerver [*rires dans la salle*] !), la science est faite par des gens qui veulent s'en servir pour gouverner. Il s'agit d'une science de gouvernement pour des hommes qui veulent gouverner en personne ou par procuration. [...] C'est une science de conservation. Elle se définit comme assistance à la reproduction. Machiavel, le seul à qui j'accorderais le titre de pré-sociologue, avait la vertu de se donner explicitement cette fin comme telle, et donc de poser un acte de constitution quasi scientifique.

Je dis des choses générales. Pour faire comprendre, il faudrait donner des exemples historiques et les étudier de près. Je vous en suggère un (pour ceux qui savent, ce sera lumineux, les autres devront me faire confiance) : la naissance du conservatisme allemand. Je peux développer cet exemple parce que beaucoup d'historiens, en particulier américains, ont travaillé dessus. Pour des raisons historiques, on s'est demandé, après la Deuxième Guerre mondiale, ce que pouvait avoir de particulier cette satanée Allemagne qui avait développé cette idéologie extraordinaire qu'est le nazisme. On a cherché dans les sources (voilà un

exemple de problème social qui devient un problème scientifique) et on a découvert une catégorie de gens des années 1815-1830, dont le représentant idéal s'appelait Adam Müller. Cet intellectuel est, me semble-t-il, l'un des premiers idéologues de droite. Il a théorisé les discours conservateurs que d'autres au même moment, les *junkers*, tenaient au premier degré. Il y a en effet une différence entre les conservateurs. Hegel qualifiait Thucydide « d'historien original ». Les « historiens originaux » sont des gens intéressants parce que, comme ils ont vécu la période, ils nous transmettent ce qui est évident, ce qui va de soi. Ce sont des historiens du premier degré. Il y a de même des idéologues originaux de l'État, par exemple le duc de Rohan. Ces hommes de pouvoir réfléchissant par le pouvoir, pour le pouvoir, étaient des conservateurs qu'on pourrait dire « primaires ». Après les secousses de la Révolution et des guerres napoléoniennes, apparaissent des conservateurs du second degré (Adam Müller est l'un des plus typiques) qui se situent non seulement dans l'ordre de l'État mais par rapport à un champ scientifique naissant. Ce sont des gens qui louchent. Alors que l'aristocrate, les *junkers* ordinaires, disent au premier degré : « Il faut conserver », « L'État, c'est l'État » ou « La discipline est au fondement de l'État » [...], cet Adam Müller a une double référence. Il se situe par rapport à l'État, mais aussi dans le champ scientifique, universitaire. Par rapport aux démocrates, à la gauche, il dit : « Il faut justifier l'État, la démocratie. » Son discours marque le début d'une lignée d'idéologues qu'on pourrait appeler « [d'] intellectuels de droite » (Schumpeter, etc.) et qui ont une espèce de double regard : ils ne se contentent pas de dire que « c'est ainsi et c'est bien », ils disent : « C'est ainsi et c'est bien, *bien que d'autres disent autrement*. » Par exemple, ils exaltent la modernité alors qu'il y a une valeur de la tradition. Quand on est dans la tradition, on ne dit pas qu'il y a une tradition. Ainsi, selon un proverbe arabe, « il y va de la survie du traditionalisme qu'il s'ignore comme tel ». Dès qu'une tradition s'aperçoit comme tradition, elle sait qu'il y a d'autres traditions et elle est fichue. Le traditionaliste dit : « C'est ainsi et c'est bien » alors que ce bonhomme-là [Müller] commence à dire : « La tradition constituée en discours mérite d'être constituée, elle mérite d'être défendue. » Le mouvement se poursuit à travers beaucoup d'intellectuels, jusqu'à Heidegger ou Gadamer, qui fait un éloge de la tradition. Voilà pour cet exemple (j'en ai malheureusement dit trop ou trop peu...). Dans cette préhistoire, les philosophes politiques sont donc au premier degré. Un début de professionnalisation commence avec les conservateurs professionnels ou les professionnels du conservatisme qui ont beaucoup fécondé souterrainement, sournoisement, la science sociale naissante.

## La naissance des sciences sociales dans une position de porte-à-faux

J'en viens aux philanthropes les plus attentifs aux problèmes sociaux et à un type d'enquête sociale dont Le Play est typique. Une droite « éclairée » (j'emploie ce vocabulaire avec hésitation, je ne voudrais pas simplifier trop), une aristocratie conservatrice, utilise la dénonciation du paupérisme contre la bourgeoisie et est attentive de ce fait à des problèmes sociaux que la bourgeoisie refuse. Adam Müller et les gens que j'évoquais sont, à l'évidence, les inventeurs du couple d'oppositions qui est au fondement de l'inconscient de la sociologie allemande : la bonne opposition s'établissait entre l'aristocrate et le paysan (les campagnards harmonisés avec des rapports paternalistes enchantés) et la mauvaise, entre le bourgeois et l'ouvrier (le bourgeois devenant, chez Heidegger et les pré-nazis, le Juif). Cette opposition permet de comprendre qu'une forme de populisme de droite puisse être revendiquée aujourd'hui comme précurseur de la sociologie. Ceux qui aujourd'hui étudient Le Play en disant : « Regardez, il a fait des monographies de familles, etc. » devraient y penser (cela n'enlève rien à ses monographies – Le Play est le seul à avoir jamais enquêté sur les paysans béarnais et je lui en suis beaucoup reconnaissant – mais je pense qu'il avait des raisons intéressées tenant à sa position dans l'espace dominant et aux luttes internes de la bourgeoisie, au champ du pouvoir).

Les sciences sociales apparaissent donc dans cette conjoncture marquée par des problèmes sociaux, des réformateurs, la gauche bourgeoise très souvent liée à l'État (je ne peux pas argumenter – j'ai de moins en moins de temps... – mais ce n'est pas par hasard si les Protestants et les Juifs, qui sont typiquement des oblates, devant leur salut à l'État et qui sont en porte-à-faux dans la classe dominante, sont dans cette position de droite éclairée, de réformateur). Au passage, on voit que la sociologie est historiquement liée au socialisme dans ses origines, par un lien très bizarre qui fait penser au film *La Chaîne* [*The Defiant Ones*, 1958] où un Noir et un Blanc sont enchaînés. Le lien entre la sociologie et le socialisme me semble être de ce type : c'est une espèce de chaîne historique, une solidarité forcée et conflictuelle, très compliquée.

Le mouvement ouvrier, le mouvement syndical, pose ou fournit des problèmes aux philanthropes, lesquels demandent aux sociologues de les traiter. Les sociologues, en retour, en traitant ces problèmes, les font accéder au statut de problèmes scientifiques mais les dissolvent en tant que problèmes politiques.

Ils jouent donc un rôle extrêmement ambigu et sont perçus comme réformistes. C'est pourquoi, par exemple, la question de savoir si Durkheim était ou non conservateur a fait couler tellement d'encre. Si vous avez à l'esprit ce que je viens de dire, vous voyez que la question n'a aucun sens. Durkheim est en effet structurellement ambigu. Il est progressiste dans la mesure où il fait accéder des problèmes sociaux à l'univers scientifique qui ne s'en serait jamais occupé (il s'occupait uniquement de Babylone, de manuscrits grecs, etc.). Mais, en même temps, il dissout ces problèmes sociaux en les constituant en problèmes scientifiques et en donnant des armes pour les gérer à ses professeurs et collègues qui sont au pouvoir. C'est une ambiguïté fondamentale de l'État.

L'impetus de la science sociale est presque toujours lié au groupe modernisateur, réformateur. Je vous renvoie à un article paru dans *Actes de la recherche [en sciences sociales]* sous la signature de M. Damamme sur la naissance de Sciences Po<sup>6</sup>, qui est typiquement une institution de conservatisme éclairé. Cela n'a pas de sens de dire que Sciences Po est « la droite de la gauche » ou « la gauche de la droite ». On trouve, comme par hasard, parmi ses fondateurs une très forte proportion de gens qui, comme les Juifs ou les Protestants, occupent des positions marginales dans la bourgeoisie. Dans la logique dénonciatrice, simplificatrice, on dira que c'est la main du capital, une ruse diabolique. Mais on pourra dire aussi que c'est une ouverture à travers laquelle une bourgeoisie éclairée peut malgré tout prêter l'oreille. C'est en fait une position structurelle de porte-à-faux. C'est le mot que je voulais prononcer : la science sociale est née en porte-à-faux à partir d'une vision sociale extrêmement ambiguë.

Elle répond à une demande qui émane de la bourgeoisie, mais d'une fraction dominée de celle-ci. Cette fraction des dominants veut moderniser la société, elle veut moderniser la classe dominante et elle demande à la sociologie de contribuer à la modernisation de la société. C'est Sciences Po. L'idée est qu'une classe dominante doit, pour arriver à se conserver, savoir lâcher du lest et donc savoir se transformer pour se conserver. Le sociologue est une sorte d'assistant en transformation. Ce que je dis a l'air en l'air, mais vous vérifieriez ce que j'ai dit en quelques phrases qui peuvent paraître un peu politiques, un peu raides, si vous analysiez le rôle des sociologues dans les commissions du Plan (à quels moments interroge-t-on les sociologues, quels sociologues interroge-t-on, sur quels problèmes, et que répondent-ils ?). Cette avant-garde éclairée a partie liée avec une représentation rationnelle de son rôle et de l'État. La notion de Plan est capitale et ce n'est

6. Dominique Damamme, « Genèse sociale d'une institution scolaire. L'École libre des sciences politiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 70, 1987, p. 31-46.

pas par hasard si, après la Deuxième Guerre mondiale, la sociologie va connaître son développement maximum au moment des grandes périodes du Plan.

## La sociologie scientifique et la particularité de la France

Je reprends très vite ce que j'ai dit en termes généraux en empruntant quelques exemples historiques à différents pays. En Grande-Bretagne, la science sociale est apparue autour de petites sociétés privées qui étaient des équivalents de nos clubs de réflexion (club Jean Moulin, etc.). Dans la période victorienne, il y avait une atmosphère d'inquiétude favorable aux grands problèmes sociaux, avec des gens comme Dickens, Ruskin, [William] Morris ou même Carlyle. Il y avait les mouvements ouvriers et des clubs d'élites qui se posaient des problèmes d'avant-garde. La *Fabian Society* était extrêmement importante. Elle est à l'origine par exemple de la *London School [of Economics]*, l'une des institutions scientifiques les plus reconnues dans les sciences sociales et qui a pour origine une société de militantisme réformiste éclairé. En Allemagne, il y a le groupe auquel était rattaché Weber, la *Verein für Socialpolitik*. Le mot *Socialpolitik* (la « politique sociale ») est intéressant. Les fondateurs du groupe sont des économistes tournés vers l'histoire et l'empirie comme Gustav von Schmoller. Ils ont un souci d'empirie dans la mesure où ils ont un souci pratique. Le lien entre empirie et pratique est très important : on ne peut plus se contenter d'une vague philosophie sociale, quand on cherche à accompagner des mesures politiques rationnelles. Aux États-Unis (je passe vite car je suis condamné par le temps), la première association professionnelle l'*American Social Science Association*, est créée en 1865. Ensuite, pratiquement tous les cinq ans, une nouvelle association se crée, en économie, en démographie, etc. C'est toujours le modèle civique qui se dégage des statuts de ces associations, dans le prolongement de l'humanisme civique de D'Aguesseau : ce n'est pas le modèle de l'universitaire désintéressé, mais du citoyen dévoué qui met la science au service de l'État.

Le cas de la France est extrêmement bizarre et il ne s'agit pas d'une illusion liée à la particularité nationale : pour faire cette rapide évocation, j'ai lu beaucoup de travaux d'histoire sociale des sciences sociales et pratiquement tous les chercheurs qui se soucient un tant soit peu de comparatisme remarquent la singularité de la France et le fait que la sociologie scientifique s'est affirmée pour la première fois en France. Ce n'est pas par hasard si Durkheim est considéré comme le père fondateur. Cela tient sans doute à des caractéristiques historiques que je vais évoquer de façon

rapide et ultra-sommaire. On peut dire grossièrement que, de tous les pays modernes, la France est le pays où les problèmes sociaux (au sens de groupes faisant problème) se sont posés avec le plus de violence ; c'est le syndrome de la Commune. Le champ du pouvoir est de ce fait hanté de manière particulièrement aiguë par l'anxiété des masses, du paupérisme, etc. Parallèlement, le système universitaire français offre des possibilités à la construction d'une science autonome plus indépendante sur la base de l'université d'État, du fonctionnaire d'État, de la République des professeurs.

La « Nouvelle Sorbonne » dans laquelle les sociologues ont joué un rôle déterminant et d'où est sortie l'Université telle que nous la connaissons, cumule en quelque sorte toutes les ambiguïtés. Très schématiquement, elle n'est pas pensable sans un souci de restauration d'un ordre politique républicain, après la Commune (voir les problèmes que se pose Durkheim à propos de l'anomie). Elle est donc faite contre la Commune mais aussi avec la Commune.

C'est avec l'énergie d'anxiété sociale que porte en elle la population des dominants que les durkheimiens peuvent fonder en quelque sorte une discipline comme les autres (c'était l'anxiété de Durkheim). Ils peuvent se servir de l'autonomie de l'université, des franchises que l'université avait acquises et que les réformateurs de la « Nouvelle Sorbonne » affirment encore plus, pour fonder une science à la fois scientifique et capable de résoudre les problèmes sociaux parce que scientifique (Durkheim livre l'idéologie de cette science d'État quand il dit que l'État, c'est la conscience). Il est important de noter que, dans cette université, la domination appartenait aux philosophes. S'il fallait prendre un indicateur de l'autonomie universitaire [...], le statut de la philosophie serait très important. Dans la lutte des sciences sociales pour leur autonomie à l'égard des forces sociales, d'une part, et de l'État, d'autre part, l'existence d'une philosophie forte a fourni des ambitions théoriques pures fortes (à tort ou à raison, cette philosophie étant elle-même très asservie, à la fois aux forces externes et aux forces internes de l'académie).

Cela mériterait une année de cours mais je trouve qu'on ne parle que trop de Durkheim (pas de cette manière certes...).

## La séparation des traditions nationales durant l'entre-deux-guerres

Une troisième phase serait la période de développement de 1920 à 1940. Elle est très confuse et assez mal étudiée, mais la grande tendance me paraît une sorte de dérive des continents : l'Amérique se sépare de l'Europe et les deux traditions de sciences sociales

divergent très fortement. Ceux qui connaissent bien doivent penser qu'en m'exprimant ainsi j'y vais un peu fort, mais je pense que je pourrais élaborer cela sous forme d'hypothèses construites qui seraient falsifiables à partir d'études empiriques ou même d'une analyse secondaire des études empiriques existantes. Pour moi, le symbole de cette période, c'est l'école de Chicago qui se constitue fortement dans les années 1920, et qui a peut-être compris plus complètement le projet durkheimien, c'est-à-dire l'affirmation de méthodes spécifiques (statistique, observation, enquête, etc.). Cette école renforce sa spécificité scientifique, avec un capital de techniques spécifiques empruntées aux sciences dominantes comme la géologie ou la physique. En même temps, l'école de Chicago incarne cette forme d'interaction sans soumission avec les pouvoirs gouvernementaux. Avec une ambiguïté : pour échapper à la soumission, elle oppose la rigueur des méthodes, mais celle-ci peut être un service supérieurement euphémisé si les méthodes qui sont le point d'honneur d'autonomie sont mises au service de problèmes non autonomisés. En effet, on peut autonomiser la méthode sans autonomiser les problèmes et appliquer des méthodes autonomisées à des problèmes qui ne le sont pas, c'est remplir au plus haut degré le service de légitimation rationnelle des demandes d'État.

Il y aurait beaucoup à raconter (l'apparition des associations, etc.) mais, pour aller vite, je crois que, pour comprendre l'évolution comparée du système européen et du système américain, il faut prendre en compte très fortement la différence des traditions universitaires. Cela semble aller de soi, mais la mise en perspective des trois facteurs que je distinguais en commençant n'est presque jamais faite dans les travaux d'histoire sociale : les externalistes qui prennent en compte l'intensité des problèmes sociaux oublient les problèmes universitaires, et les internalistes qui prennent en compte les problèmes universitaires oublient les problèmes sociaux.

Avec Roosevelt en particulier, les sciences sociales sont en quelque sorte au pouvoir et, au même moment, la structure propre du système américain, de l'université autonome compétitive, associée à l'existence d'institutions très spéciales comme les fondations et à un certain nombre d'associations professionnelles très fortes, assure une indépendance particulière aux sciences sociales.

Il faudrait entrer dans le détail mais il me semble qu'en Europe, dans l'entre-deux-guerres, les sciences sociales restent davantage enfermées dans le cadre théorique et sous la coupe de la philosophie. Elles consacrent leurs réflexions à des problèmes

sociologiques, comme la neutralité axiologique. Par exemple, il est très significatif que l'héritage pour un sociologue français qui débarquait dans la sociologie dans les années 1950 se partageait entre la réflexion épistémologique post-kantienne (Gurvitch, Weber et Raymond Aron), la sociologie empirique qui venait des États-Unis et l'héritage durkheimien. Il faudrait parler des différences en Europe. La situation de la Suède serait par exemple très intéressante à étudier parce que l'État s'y est tourné vers les problèmes sociaux (c'est l'une des variables que j'avais examinée).

## Le développement triomphant d'après-guerre

Je vais très vite mais la quatrième période est la période keynésienne après la guerre : très forte demande d'État et politique de contrats. L'intensification considérable de la demande sociale et de la dépendance des sciences sociales à l'égard de la demande bureaucratique, de type étatique, s'observe pratiquement dans tous les pays.

Il faudrait analyser une entreprise aussi typique que l'observation du changement social. Les sociologues français ont inventé l'OCS<sup>7</sup> (ce n'est pas par hasard si c'est un sigle bureaucratique) : c'est le rêve d'avoir des points d'observation, des thermomètres à conflits sociaux, des observatoires du changement social (le mot « observation » est intéressant : comme pour les secousses sismiques, on va savoir qu'à Toulouse ça va barder). Ce genre de choses s'observe partout. Il se développe une demande très forte. Pour le dire vite, les sociologues n'ont jamais été aussi justifiés d'exister qu'à ce moment-là, même s'ils n'ont jamais été aussi dépendants à l'égard de la demande.

Là encore, il faudrait s'arrêter sur le cas particulier de la France (j'avais à l'esprit de vous donner des éléments pour comprendre la sociologie de la sociologie, mais je n'en ai pas le temps...), avec la création d'institutions spéciales comme le CNRS ou l'École des hautes études [en sciences sociales], qui est une tentative très étrange pour croiser deux nécessités et en faire une liberté. Pour aller vite, ce que Braudel et son équipe ont tenté de faire avec l'École des hautes études, c'était de se servir de l'autorité académique (la tradition durkheimienne, etc.) d'un côté, et des fondations américaines de l'autre, pour faire une science à la fois critique et académique, pour le dire vite. J'avais un morceau de bravoure splendide [*rires de la salle*] consistant à comparer la tentative de Horkheimer à Francfort et la tentative de Braudel à Paris. Ils ont eu pratiquement le même projet, si on regarde

7. Référence à un groupe du CNRS qui, entre 1977 et 1981, se consacrait à « l'observation continue du changement social et culturel ».



dans le détail. Horkheimer voulait faire quelque chose d'interdisciplinaire, de politiquement engagé, de critique. Braudel, lui, ne le disait pas (il ne voulait pas le dire), mais tout dans ses choix (les premiers enseignants, etc.) montre qu'il avait une vision engagée (pas au sens naïf du mot). Il voulait aussi l'autonomie, l'universalité de la science (*Aufklärung*, etc.). Je pense que ces gens se sont donné pour projet explicite, ce qu'il y a de plus près de ce qu'une science sociale des sciences sociales pourrait désigner comme projet à quelqu'un, qui voudrait fonder une science sociale autonome (en parlant de cette manière, j'ai l'air de faire la célébration *ex post*...). Quant à la différence entre Horkheimer et Braudel, elle tenait aux gens qui faisaient cela et aux contextes (dit de cette façon, c'est monstrueux, je serai peut-être obligé de reprendre cela l'année prochaine).

Après, il faudrait évoquer la période post-1980 (Thatcher, Reagan) : la sociologie à qui on coupe les crédits et qui cesse d'être justifiée d'exister, a à se justifier d'exister. Au moins en France, cela a, dans une certaine mesure, une vertu salubre : cela oblige à des révisions déchirantes de présupposés que la reproduction automatique des contrats permettait de repousser à un horizon toujours reculé.

Je termine en deux mots pour que vous voyiez à quoi je voulais en venir. L'histoire sociale des sciences sociales est faite d'un jeu à trois personnages : le champ bureaucratique, le champ universitaire et le champ à l'intérieur duquel se situe le champ des sciences sociales lui-même et à l'intérieur duquel se situe le champ de la sociologie. Ces champs ont, selon

les traditions nationales, des structures et des rapports de force différents et je pense qu'on peut, de cette manière, comprendre les différences dans la production sociologique. Il faut, à mon sens, faire ainsi parce que, comme je l'ai dit l'autre jour dans une série de formules un peu elliptiques, les problèmes que les sociologues et les historiens ont à traiter (j'ai pris l'exemple du conservatisme tout à l'heure) sont produits dans cet espace. L'essentiel des problèmes que les sociologues traitent sont produits dans les champs bureaucratiques, en réponse à des groupes qui posent des problèmes. Ce sont ces problèmes sociaux qui sont transformés en problèmes universitaires, en sujets de dissertation, en sujets de recherche, en sujets de recherche qui sont ensuite transformés en sujets de dissertation. Autrement dit, il y a tout un travail collectif de constitution des problèmes sans sujet. Je pense que la seule manière de constituer un sujet scientifique, c'est d'objectiver ce travail collectif de production de sujets de recherche, de manière à éviter l'entrée clandestine de problèmes sociaux sous la forme de problèmes sociologiques. On peut le montrer pour les problèmes sociaux, mais aussi pour les catégories d'analyse, c'est-à-dire les systèmes de classement, les catégories de l'Insee, et si j'en avais eu le temps, j'aurais fait une analyse du rapport entre un sociologue indépendant, qui croit l'être, et une sociologie bureaucratique d'État comme l'Insee. Autrement dit, j'ai esquissé aujourd'hui (très mal mais je crois que vous pouvez prolonger vous-mêmes) ce qui constitue, à mes yeux, la seule manière de ne pas être l'objet [des problèmes ?] que l'on croit choisir librement.